



### CSA du MESR du 11 mai 2023

## Déclaration préalable de FO ESR : hors de question de « tourner la page » !

Ce CSA se tient alors que le dossier de la réforme des retraites n'est pas clos : avec toute l'intersyndicale nationale, toujours unie, la confédération FO continue de revendiquer l'abandon de la réforme.

Alors que des millions de salariés, de jeunes, de retraités ont été en grève ou ont manifesté pour dire qu'ils ne voulaient pas de cette réforme, l'utilisation du 49.3 est un déni de démocratie et la réforme n'a aucune légitimité. Elle n'a pas été votée et, même promulguée, elle ne doit pas s'appliquer.

FO ESR ne peut non plus passer sous silence le bâillonnement des libertés, les interdictions à répétition de manifester pour tenter d'éviter toute contestation. Le gouvernement Macron-Borne tente de gouverner par la répression mais, chaque jour qui passe, il est de plus en plus isolé.

Le gouvernement Macron-Borne voudrait « passer à autre chose » et il voudrait que les organisations syndicales l'aident à « tourner la page »... Qu'il ne compte pas sur FO pour cela !

Pour le gouvernement, « tourner la page » c'est continuer d'écrire de nouvelles pages de contre-réformes. C'est s'obstiner à refuser toute augmentation du point d'indice alors que tous les agents des services publics ont perdu plus de 25 % de salaire réel depuis 2000, c'est continuer à proposer des compléments indemnitaires divers, qui de plus sont très majoritairement conditionnés à des surcroûts de travail et sont sources d'arbitraire et d'inégalités aggravées. On le voit par exemple avec le « Pacte » dans l'Éducation nationale, refusé par tous les syndicats. On le voit dans l'enseignement supérieur et la recherche avec le RIFSEEP ou le RIPEC.

« Passer à autre chose », ce serait accepter la réforme de la voie professionnelle, également massivement rejetée, avec la mise à disposition des employeurs d'une main d'œuvre gratuite « gratifiée » par l'État et avec pour conséquence des fermetures massives de filières et de sections. Ce serait aussi, de toutes les manières, développer encore l'apprentissage, y compris dans l'enseignement supérieur, y compris au sein même des formations menant à la profession d'enseignant dans le premier ou le second degré, alors même que cet apprentissage est synonyme de main d'œuvre à bas coût et de dégradation considérable de la qualité de la formation.

« Tourner la page », ce serait accepter le scandaleux décrochage de la prime de base des PRAG-PRCE (la PES) par rapport à la prime de base des enseignants-chercheurs (la C1 du RIPEC). Face à cela, FO ESR réitère ses revendications de réalignement de la PES sur la C1 et de paiement à hauteur réelle du travail effectué, *via* les PCA, les PRP ou le « référentiel », de toutes les innombrables responsabilités ou tâches non statutaires qu'accomplissent les PRAG-PRCE ou PLP de l'enseignement supérieur.

« Passer à autre chose », ce serait accepter que les grilles des PO des CROUS comme celles des catégories C et même B continuent d'être noyées sous le niveau du SMIC. Ce serait admettre que des contractuels n'aient en beaucoup d'endroits aucune perspective, non seulement de titularisation, mais même de progression de leur rémunération.

« Tourner la page », ce serait accepter que des garanties fondamentales de l'Université et des statuts, telle l'indépendance des enseignants-chercheurs, soient mis à mal, comme c'est le cas avec le projet de décret sur le CNESER disciplinaire qui est à l'ordre du jour de ce CSA.

Avec sa confédération, avec sa fédération, la FNEC-FP FO, FO ESR continuera donc en toutes occasions, dans les instances mais aussi dans toutes les mobilisations, manifestations et grèves (qui sont très loin de s'arrêter), à rappeler au gouvernement comme à tous ceux qui le servent qu'il ne sera pas possible de « tourner la page » ou de « passer à autre chose » tant que n'auront pas été satisfaites les revendications en défense des droits de tous les salariés, en défense aussi des services publics et de leurs usagers.

C'est pourquoi nous appelons aussi à être massivement en grève et en manifestation le 6 juin.